

## **Parrigue, l'illusionniste de la décroissance**

*L'économiste Timothée Parrigue est la nouvelle coqueluche des milieux décroissantistes. Mais, selon l'essayiste Thomas Lepeltier, son discours, construit à coup de passe-passe rhétoriques, conduit à une société autoritaire et à la misère généralisée.*

### **Thomas Lepeltier**

Une définition peut être un piège. Prenez le capitalisme. Si vous le définissez comme étant un système économique qui prône l'exploitation des plus pauvres, difficile ensuite de s'y reconnaître. Commettant la même erreur d'emprise conceptuelle, Timothée Parrigue – l'auteur du livre *Ralentir ou périr* (2022) et une des stars des mouvements décroissantistes – définit la décroissance « comme une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être ».

Puis, il définit la post-croissance, c'est-à-dire la phase de l'économie à laquelle aboutirait une politique de décroissance, comme « une économie stationnaire en relation harmonieuse avec la nature où les décisions de production et de consommation sont prises ensemble et où la richesse est équitablement partagée afin de pouvoir prospérer sans croissance » (p. 15).

Avec de telles définitions, évoquant le choix démocratique, la justice sociale, un souci du bien-être, des relations harmonieuses avec la nature et une prospérité équitablement répartie, qui ne serait pas en faveur d'une politique de décroissance nous conduisant à une société de post-croissance ? Mais promettre de raser gratis fait plus de vous un charlatan qu'un penseur conséquent.

### **La caricature de la croissance**

Pour vendre son idée de décroissance, Parrigue passe bien sûr sous silence les bienfaits de la croissance. Ainsi, si ce n'est du bout des lèvres, jamais il ne reconnaît que la croissance économique des cent cinquante dernières années a sorti des millions de gens de la misère, a fait drastiquement baisser la mortalité infantile, a permis les progrès de la médecine, a éliminé les famines, a amélioré considérablement le confort matériel d'une grande partie de l'humanité et ainsi de

suite. À écouter ou lire Parrique, on pourrait croire que la croissance n'a rien de bon.

Il préfère même la présenter comme une sorte de travers de la société. Il avance ainsi qu'il y aurait une « obsession généralisée pour la croissance » (p. 49) et une « religion de la croissance » (p. 165). Puis, il soutient que cette obsession ou religion nuirait à la qualité de nos vies, nous obligeant à travailler un nombre d'heures indu, à sacrifier nos relations amicales et notre vie de famille ou encore à ruiner notre santé. Dans ces conditions, la croissance ne serait effectivement pas souhaitable. Mais Parrique induit ses lecteurs ou auditeurs en erreur avec une telle caricature.

La croissance ne relève d'aucune obsession. Elle découle simplement de notre désir d'améliorer nos conditions de vie. De fait, la croissance signifie que les revenus des citoyens augmentent. C'est donc grâce à elle que l'on peut vivre dans une maison plus grande, mieux se chauffer, bénéficier d'un meilleur système de santé, voyager davantage, aller plus souvent au restaurant, etc. Avantages qui ne sont pas conditionnés au fait que l'on se tue au travail, comme le soutient Parrique. Au contraire, on travaille moins de nos jours qu'il y a cinquante ans ou un siècle et la plupart des métiers sont moins éprouvants physiquement, grâce au développement des machines, autre fruit de la croissance. En outre, l'offre en matière de littérature, de culture, de loisirs, de sport et donc d'épanouissement personnel n'a jamais été aussi importante, là aussi, grâce à la croissance.

Dans ces conditions, il est tout à fait compréhensible que la totalité des gouvernements de ce monde cherchent à faire croître leur économie. Contrairement à ce que dit Parrique, il n'y a nulle obsession malsaine chez eux à faire attention aux indicateurs de cette croissance, comme le PIB. Il n'y a certes pas une corrélation parfaite entre croissance et qualité de la vie. Mais, quoi qu'en dise Parrique, ce sont bien les pays les plus riches – et donc les plus productifs – qui ont, en moyenne, la qualité de vie la plus élevée. Sinon, les migrations se feraient des pays riches vers les pays pauvres. Les gouvernements ont donc raison de viser une croissance qui apporte une multitude de bienfaits à leurs citoyens.

D'ailleurs, imaginez un gouvernement promettant de tout faire pour que vous gagniez moins d'argent, viviez dans une plus petite maison, disposiez de moins de moyens de transport, ayez moins de possibilités de découvrir le monde, etc. C'est pourtant ce à quoi aboutirait une politique de décroissance. Il y a donc de quoi être dubitatif quand Parrique déclare qu'elle pourrait être « planifiée démocratiquement ».

## **La dictature anti-profit**

Dans la définition que donne Parrique de la décroissance, le seul élément correct est qu'elle implique une réduction de la production et de la consommation. Cela signifie concrètement que l'on doit restreindre ses activités, ses déplacements, ses loisirs. En clair, la décroissance est une récession. Parrique s'emploie certes à distinguer les deux notions, arguant que la seconde serait subie alors que la première, elle, serait voulue (p. 191). Soit. Mais cette différence d'intention ne change rien aux effets concrets : dans les deux cas, ce sont les mêmes renoncements, les mêmes privations, les mêmes obstacles aux désirs d'améliorer son sort.

Certains pourraient y trouver une forme de satisfaction. Mais il est peu probable que les restrictions imposées conviennent à tous. On pourrait penser que cette contrariété relève du jeu ordinaire de toute société démocratique, dont les orientations peuvent rarement faire l'unanimité. Pourtant, une société qui ferait de la décroissance un objectif collectif exercerait une contrainte quelque peu liberticide sur ses citoyens. Elle devrait en effet brider ceux qui voudraient créer, produire ou se déplacer plus que ce qui aurait été autorisé, car leurs activités risqueraient d'entraver la baisse planifiée de l'activité globale.

Cette coercition se retrouverait même dans les échanges marchands. Parrique soutient en effet qu'il serait préférable d'échanger sans rechercher de gain financier. Pour illustrer son propos, il lui arrive de comparer Airbnb, plateforme de location de logements entre particuliers, à Couchsurfing, qui propose des hébergements gratuits sur la base de la générosité et de la réciprocité (p. 33). Selon lui, la seconde plateforme fonctionne très bien. Admettons. Mais en faire le modèle de l'économie, comme le voudrait Parrique, reviendrait à priver les citoyens qui le veulent de la liberté de tirer un revenu de leurs biens.

Cette privation de liberté élémentaire s'étendrait d'ailleurs à toute activité économique. Pour en finir avec la croissance, Parrique avance en effet que les entreprises ne devraient plus être fondées sur la recherche de profit (p. 260). À la place, leur niveau de production devrait être décidé collectivement pour répondre à l'exigence de décroissance. Autrement dit, une entreprise n'aurait plus la liberté de produire selon ses capacités, ses ambitions et la demande qu'elle perçoit, mais devrait s'aligner sur des objectifs fixés par une autorité centrale, au nom d'un plan global. Derrière les beaux mots de choix démocratiques, Parrique cherche donc à construire une société où seront punis les citoyens qui auront eu le tort de produire et de vendre plus que ce qu'un comité central aura prévu. L'histoire nous a pourtant indiqué vers quelle catastrophe conduisait ce genre de programme.

## **L'illusion de la sobriété heureuse**

Bien que la liberté entrepreneuriale et la recherche de profit soient très contraintes et donc très surveillées dans la société de post-croissance, Parrique tente quand même d'en offrir une vision idyllique. En particulier, pour faire croire que l'on peut vivre aussi bien, si ce n'est mieux en produisant moins (ou plutôt, en étant forcé par une autorité à produire moins, faudrait-il dire), il soutient que nous aurions intérêt à ne plus chercher à gagner notre vie, car « la plupart des activités les plus importantes pour notre bien-être [...] ne sont pas considérées à proprement parler comme du travail : passer du temps entre amis, se balader dans la nature environnante, lire et faire de la musique, ou encore participer à des débats politiques » (p. 216). C'est en partie vrai.

Mais ces activités sont d'autant plus plaisantes qu'elles se réalisent au sein d'une économie qui offre du confort matériel, des infrastructures de qualité et du temps libre. Si les conditions matérielles de la vie se dégradent en raison de la baisse des revenus – logements insalubres, transports en panne, services publics en déshérence –, le plaisir d'une balade ou d'un concert amateur aura moins de saveur. Ce n'est pas en réduisant la production que l'on multipliera les bibliothèques, les salles de musique et même les sentiers forestiers. Le bien-être ne pousse pas sur les arbres ; il résulte d'investissements continus dans une société qui s'efforce de soutenir sa prospérité.

Toujours dans sa peinture idyllique de la décroissance, Parrique affirme ensuite que nous devrions vivre « en harmonie » avec le reste du vivant et adopter « un principe de bonne intendance », selon lequel « on ne consomme pas plus que les écosystèmes peuvent produire et on ne rejette pas plus que ce qu'ils peuvent éliminer » (p. 222). La formulation sonne bien. Mais l'idée relève d'un imaginaire pastoral déconnecté des réalités. Que peut en effet signifier vivre en harmonie avec une nature qui repose en grande partie sur la violence et dont, génération après génération, nous avons dû apprendre à nous protéger ?

Quant à l'idée que nous ne devrions pas plus consommer que ce que la nature peut produire, elle revient à dire que nous ne devrions plus extraire de ressource minérale et donc fermer toutes les mines. Ce ne serait plus une décroissance de l'économie, mais son effondrement. L'idée de ne pas rejeter dans les écosystèmes plus que ce qu'ils peuvent éliminer est tout aussi misérabiliste, car elle nous empêcherait, entre autres, de produire des matériaux de synthèse qui résistent à toute dégradation naturelle. Si l'on suivait les belles formules de Parrique, la production et l'innovation se trouveraient donc fortement restreintes au point de nous conduire tout droit à la misère.

Ce frein au développement est d'autant plus préoccupant que des millions de personnes vivent encore dans la pauvreté. Parrique est conscient de cette situation. Mais sa solution consiste à proposer, d'un côté, de mieux distribuer la richesse et, d'un autre, de laisser les pays pauvres croître jusqu'à atteindre un niveau de vie qu'une sorte de comité central estimerait satisfaisant, pendant que les pays riches, eux, décroîtraient jusqu'à atteindre ce même niveau (p. 207). C'est son idée « d'une richesse équitablement partagée ». Or ce scénario des vases communicants est une ineptie. D'abord, jamais la redistribution n'a permis de sortir une population de la misère. Elle peut permettre de l'adoucir, mais c'est avant tout le développement économique qui a sorti et qui, de nos jours encore, continue à sortir les pauvres de leur condition.

Ensuite, l'idée que les pays pauvres vont pouvoir croître dans une économie mondiale en décroissance ignore que nous vivons dans un monde interconnecté. Tous les pays pauvres qui se sont enrichis ces dernières décennies l'ont fait, entre autres, en accroissant leurs échanges avec les pays riches. Imposer une décroissance à ces derniers freinera donc aussi l'activité économique et industrielle des premiers. Enfin, qui peut croire qu'un comité central pourrait, en autorisant tels pays à croître et en imposant à tels autres de décroître, réussir à rendre l'économie mondiale stationnaire sans la ruiner ? Parrique n'a décidément rien appris de l'histoire en ce qui concerne les comités centraux.

Passant outre ces difficultés, il soutient que nous pourrions « prospérer sans croissance ». Mais de quelle prospérité parle-t-il ? Il peut utiliser des formules ronflantes selon lesquelles il nous faut plus de liens sociaux ou amicaux et moins de biens matériels (p. 240). Mais cette prospérité des liens ne nourrit pas, ne chauffe pas les logements, ne soigne pas les malades. Pour une vie relationnelle riche et plaisante, il faut pouvoir vivre dans une société qui a la capacité de répondre non seulement à nos besoins les plus divers, mais aussi à notre aspiration à maintenir notre niveau de vie, si ce n'est à améliorer notre sort. Or, sans croissance, il n'y a pas de moyen pour entretenir les infrastructures, pour renouveler les équipements, pour financer l'innovation, pour faire progresser la médecine, pour protéger les plus faibles, etc. La prospérité sans croissance n'est donc qu'un slogan : un oxymore brandi pour masquer une impuissance.

### **Le chantage à l'écologie**

Comme si sa vision idyllique de la décroissance n'était pas suffisante pour nous convaincre, Parrique recourt aussi au chantage à la crise écologique, c'est-à-dire qu'il prétend que nous n'aurions que le choix entre la décroissance ou

l'effondrement. Ce spectre de la catastrophe écologique est toutefois problématique, car Parrique part de l'idée que, entre « produire plus et polluer moins, il va falloir choisir » (p. 248). Mais cette vision passe complètement à côté du fait que les impacts humains sur l'environnement ne sont pas nécessairement mauvais : défricher un champ pour produire des aliments, assécher un marais pour prévenir des maladies, canaliser un fleuve pour éviter les crues, tout cela transforme l'environnement, mais le rend plus accueillant, plus vivable, plus sûr. L'activité humaine, loin de détériorer la qualité de l'environnement, peut ainsi le rendre davantage propice à notre bien-être. Il est donc absurde de vouloir disqualifier la croissance sous prétexte qu'elle ne ferait qu'accentuer « la charge écologique » ou la « pression environnementale » (p. 54).

Même le spectre d'un épuisement des ressources qu'évoque Parrique ne permet pas de disqualifier la croissance. Certes, la Terre est finie. Mais il n'est pas possible de prédire quand les matériaux et ressources énergétiques viendront à manquer pour maintenir la croissance. La raison est simple. Plus la disponibilité d'une ressource se réduit, plus les entreprises recherchent au-delà des réserves identifiées et plus elles essayent de trouver des substituts à cette ressource. À ce jour, elles ont toujours trouvé. Malgré toutes les annonces d'épuisement imminent, nos sociétés n'ont jamais été à court d'une ressource pour développer leurs activités. Il ne faudrait donc pas décréter trop tôt l'épuisement prochain des ressources.

Il se pourrait même que l'image d'une planète finie soit trompeuse dans la mesure où, dans l'histoire de l'humanité, ce n'est jamais le manque de ressources qui a limité son développement, mais le manque de connaissances. Or celles-ci sont potentiellement infinies. Bien sûr, rien ne garantit que cette dynamique passée puisse se perpétuer encore pendant des lustres. Mais il serait arrogant de prétendre que nos actuelles prédictions d'épuisement sont correctes, quand on sait que toutes les précédentes se sont révélées fausses. Il est donc plus prudent de laisser l'ingéniosité humaine s'exprimer que de la brider en décrétant qu'elle a atteint ses limites.

Pour cette raison, les critiques de Parrique contre le découplage (et donc contre la croissance verte aussi) ne tiennent pas la route. Cette notion fait référence à la dissociation entre croissance et pression environnementale. Parrique reconnaît que, ici où là, certains pays arrivent à croître tout en consommant moins de ressources. Il souligne toutefois que ce découplage est trop faible pour permettre une croissance pérenne. Mais ce raisonnement repose encore sur l'idée que, avec la croissance, les ressources ne peuvent que diminuer et la détérioration de l'environnement qu'augmenter. Or, comme on vient de le rappeler, la croissance peut à la fois

augmenter les ressources (grâce à l'ingéniosité) et améliorer la qualité de l'environnement (par la transformation d'une nature loin d'être hospitalière).

Bien sûr, ce processus n'est pas infini. Mais, contrairement à ce que laisse entendre Parrique, les partisans de la croissance ne pensent pas qu'il puisse l'être. Ils savent déjà que la vie sur cette planète aura une fin un jour et donc qu'aucune économie ne peut croître à l'infini. Puis, ils sont tout à fait conscients que, un jour, il se pourrait que, malgré nous, l'économie soit contrainte de se contracter. Une pandémie, une crise énergétique, un manque de ressource, un déficit d'innovation ou un conflit mondial pourraient provoquer une récession durable. Mais il y a une différence fondamentale entre subir une crise et la faire advenir. Parrique, illusionniste de la décroissance, nous invite à faire volontairement ce que les catastrophes nous imposent parfois – réduire notre activité, freiner l'innovation, renoncer à l'abondance, vivre dans la pénurie –, tout en essayant de nous faire croire que l'on y gagnerait. Programme politique d'autant plus absurde que nous pouvons encore améliorer nos conditions de vie, peut-être pendant des décennies ou des siècles. Mais prophétiser la fin prochaine de notre mode de vie a toujours été un bon moyen de faire parler de soi. Ainsi prospèrent les charlatans...